



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/56/SC.I/L.1  
25 septembre 2009

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**CONSEIL DU COMMERCE ET  
DU DÉVELOPPEMENT**

Cinquante-sixième session  
Genève, 14-25 septembre 2009

**PROJET DE RAPPORT DU COMITÉ DE SESSION I  
AU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
SUR SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 14 au 25 septembre 2009

**TABLE DES MATIÈRES**

COMITÉ DE SESSION I

Examen des progrès de la mise en œuvre du Programme d'action  
en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 .....

Résumé du Président..... 2

*Page*

## COMITÉ DE SESSION I

### Examen des progrès de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010

#### Résumé du Président

1. Les participants ont jugé intéressantes les principales conclusions et recommandations du *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés: État, gouvernance et développement*. Celui-ci préconisait une sérieuse remise en question du modèle de développement induit par le marché suivi dans les pays les moins avancés (PMA) au profit d'un renforcement du rôle de l'État, dans l'optique d'un rééquilibrage des rôles respectifs du marché et de l'État dans la gestion économique. La discussion avait pour thème les incidences de la crise économique et financière mondiale sur les PMA, crise qui avait mis fin à cinq ans d'un relatif dynamisme dû en grande partie à l'explosion des prix des produits de base, à la hausse des recettes d'exportation et à l'augmentation de l'investissement étranger direct (IED). D'après les prévisions, la crise mettrait un fort coup de frein à l'activité économique de ces pays (dont la croissance passerait de 7,4 % en moyenne dans la période 2003-2008 à 2,7 % en 2009). Malgré l'intégration relativement faible des PMA dans les marchés financiers internationaux, la baisse des recettes d'exportation, des envois de fonds des travailleurs migrants et des entrées d'IED avait une fois de plus mis en lumière les faiblesses structurelles de ces pays, tout particulièrement leur dépendance vis-à-vis des produits de base et leur vulnérabilité chronique aux chocs externes.
2. De nombreux participants ont prévenu que le problème de la sécurité alimentaire restait très préoccupant dans les PMA, en Afrique notamment, étant donné que le secteur agricole aurait sans doute à subir une pression de plus en plus vive de facteurs tels que l'évolution démographique, les changements climatiques et la dégradation des sols, et la stagnation persistante de la productivité agricole. Comme l'ont affirmé plusieurs orateurs et les auteurs du *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*, si l'agriculture était si peu productive, c'était surtout parce qu'au cours des trente dernières années il n'y avait pas eu de stratégies de développement agricole claires. Cette négligence avait entre autres conséquences un niveau de sous-investissement préoccupant, des infrastructures rurales médiocres, la baisse des dépenses de

recherche-développement agricole et, plus généralement, la disparition des aides publiques au développement rural liée à l'application des programmes d'ajustement structurel.

3. Il a été noté que, selon le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*, ni les programmes de bonne gouvernance ni le modèle d'État développementiste appliqué en Asie de l'Est n'étaient entièrement satisfaisants pour les PMA. Face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, il leur fallait plutôt une gouvernance pour le développement qui soit innovante et adaptée à leurs besoins et à leurs exigences et qui ait pour objectif une croissance durable et équitable. Le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés* préconisait des stratégies novatrices qui insisteraient sur le rôle du savoir et faciliteraient la diversification et la transformation structurelle en vue d'une croissance plus équitable et à plus forte intensité d'emploi. Ce nouvel État développementiste devrait intégrer les politiques macroéconomiques, méso-économiques et sectorielles – et notamment des politiques agricoles et industrielles ciblées et dynamiques – dans un cadre cohérent afin de parvenir à de meilleurs résultats en termes de développement et de bâtir un consensus social autour d'un projet national de développement.

4. Plusieurs États membres ont insisté sur le fait qu'à court et à moyen terme, il fallait maintenir et relever le niveau de l'aide publique au développement (APD) accordée aux PMA afin qu'ils puissent faire face à l'insuffisance chronique de devises, combler leurs retards d'infrastructure et augmenter leurs capacités productives. Le rôle important joué par la coopération Sud-Sud a aussi été réaffirmé tout au long des discussions, surtout en ce qui concerne l'intégration régionale et le développement des capacités productives grâce à l'accélération de l'investissement, du commerce et de la mobilité de la main-d'œuvre au sein des régions. De nombreux États membres ont rappelé à quel point, au vu de la situation, il était important de maintenir et d'augmenter l'APD, en particulier en consacrant 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement des pays en développement, dont 0,15 % au moins pour les PMA. Certains se sont inquiétés du fait que les pays développés avaient du retard par rapport à leurs engagements. L'importance du renforcement de l'intégration régionale pour la promotion de chaînes de valeur coordonnées pour des produits alimentaires et agricoles stratégiques permettant de créer de nouveaux débouchés régionaux a été soulignée.

5. Les effets de la crise mondiale aggravaient considérablement les vulnérabilités structurelles des PMA. Ces pays n'étaient pas à l'origine de la crise et pourtant, ils en faisaient les frais.

Le renversement de la conjoncture était d'autant plus alarmant pour eux qu'ils n'avaient pas les moyens d'appliquer les plans de sauvetage massifs adoptés dans les pays développés.

Sans ressources supplémentaires, les responsables politiques des PMA seraient face à un choix draconien: adopter des politiques anticycliques et maintenir leurs plans d'investissement à long terme pour renforcer leurs capacités productives ou attirer l'investissement privé au détriment de leurs perspectives de développement.

6. Plusieurs participants ont noté que, pour être efficace, la politique agricole devait s'accompagner de politiques industrielles ciblées qui permettraient de développer des relations intersectorielles et de stimuler la demande intérieure. Évoquant le développement agricole dans le contexte des défis environnementaux mondiaux, des représentants de PMA ont estimé que, face à ces problèmes, il conviendrait de se répartir la tâche selon le principe des «responsabilités communes mais différenciées». Il faudrait donc améliorer le Mécanisme pour un développement propre afin de fournir des ressources supplémentaires aux PMA qui, même s'ils ne contribuaient que faiblement aux changements climatiques, risquaient d'avoir à assumer des coûts d'adaptation élevés.

7. La CNUCED a été invitée à participer activement à la préparation de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en 2011, et elle se félicitait de la prochaine réunion d'experts qu'elle organisait à Kampala (Ouganda). En vue de ces réunions, quelques participants l'ont priée de traduire les recommandations et les conclusions judicieuses figurant dans le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés* en mesures et en actions plus concrètes. Plusieurs représentants ont instamment prié les donateurs de contribuer au Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED en faveur des PMA afin que celle-ci puisse apporter davantage d'assistance à ces pays et mener à bien les travaux préparatoires de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Le Conseil du commerce et du développement a demandé qu'en plus de l'assistance technique et de la coopération interinstitutions, les capacités de recherche et d'analyse de la CNUCED soient renforcées.

8. Les participants ont souscrit aux conclusions du *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés* concernant la nécessité impérieuse pour les PMA de se doter de politiques industrielles. Dans ce contexte, quatre points majeurs ont été soulevés:

a) La diversification était un objectif de longue date des PMA, qui tardait pourtant à se concrétiser, la plupart d'entre eux étant toujours dépendants des produits de base. Les PMA devaient s'inspirer de l'expérience des pays arrivés tardivement à l'industrialisation et se montrer plus ambitieux dans leurs mesures de promotion;

b) L'atténuation des changements climatiques offrait aux PMA de nouvelles possibilités d'industrialisation. Le débat s'est concentré sur les technologies vertes et les services énergétiques respectueux de l'environnement. Le Lesotho, par exemple, coopérait avec Philips à la production d'ampoules à basse consommation pour les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Les PMA pouvaient aussi fournir des services énergétiques propres et fabriquer des produits nouveaux sans risques pour l'environnement, tels des fourneaux à haut rendement énergétique. La production d'énergies propres aurait des répercussions positives puisque 70 % des émissions de gaz à effet de serre étaient liés à la source d'énergie utilisée. Les PMA devaient étudier soigneusement la structure de leur consommation d'énergie, tous s'alimentant à plusieurs sources différentes (par exemple énergie renouvelable et énergie hydroélectrique). En modifiant cette combinaison, ils contribueraient à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et pourraient devenir fournisseurs d'énergies propres. Pour atteindre ces objectifs, les PMA avaient besoin d'un appui financier et technologique;

c) Les PMA devaient avoir conscience du risque de «protectionnisme vert» et veiller à faire entendre leur point de vue lors de l'élaboration des normes en matière d'économies d'énergie. Les PMA ne devaient pas manquer la troisième révolution industrielle, la révolution verte;

d) L'apprentissage nécessitait une marge d'action, et les PMA devaient être disposés à apprendre des autres.

9. Pour réaliser leurs objectifs de développement, les PMA avaient besoin de politiques macroéconomiques favorables. Le financement du développement était essentiel pour leur croissance à long terme. Beaucoup de PMA restaient fortement tributaires de l'APD. Avec la crise, cette dépendance allait s'accroître mais, à long terme, il était indispensable pour les PMA d'en sortir. Pour y parvenir, ils devaient intensifier la mobilisation des recettes intérieures afin

que l'État puisse remplir sa mission de développement. Il leur fallait donc renforcer leurs régimes fiscaux, et cela devrait être soutenu par l'APD.

10. Les participants ont noté que les politiques budgétaires avaient une contribution majeure à apporter à la réalisation des objectifs de développement. Dans l'immédiat, il était nécessaire de prendre des mesures budgétaires anticycliques pour compenser la baisse de la demande provoquée par la crise mais, à terme, la principale fonction de la politique budgétaire était le financement des investissements publics. Ceux-ci attiraient l'investissement privé et contribuaient au développement des capacités productives grâce aux changements structurels. Les politiques monétaires devaient être mises au service du développement à long terme et des politiques budgétaires expansionnistes.

11. Malgré la hausse récente du taux d'épargne intérieure, la plupart des investissements dans les PMA étaient actuellement financés par l'APD et par l'IED dans des secteurs «fermés». C'est pourquoi les PMA devaient renforcer leurs systèmes financiers nationaux afin de pouvoir mobiliser l'épargne intérieure et la diriger vers l'investissement privé. Aujourd'hui, les banques locales détenaient souvent un fort excès de liquidités et préféraient les obligations d'État à court terme qui étaient sans risques. On pouvait réformer le système financier en améliorant les mesures d'incitation en faveur des institutions, en établissant des relations entre les institutions formelles et informelles et en renforçant les institutions publiques (par exemple banques de crédit agricole et banques de développement).

12. Selon le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*, les PMA devraient mieux gérer le taux de change pour éviter les brusques dépréciations de leur monnaie et favoriser la compétitivité de leurs exportations et la diversification structurelle de leurs économies, et gérer leur compte de capital. Les représentants ont estimé que la communauté internationale comprenait mieux la nécessité pour les PMA de disposer d'une marge d'action appropriée, y compris dans le domaine macroéconomique. Les PMA auraient tout intérêt à saisir cette occasion et à prendre des mesures propices à une croissance à long terme.

-----